

Ecolo et les "nouveaux mouvements sociaux" en Belgique francophone: frères de sang ou lointains cousins? ¹

Benoît RIHOUX

Assistant, Unité de science politique et d'affaires publiques (SPOL), Département des sciences politiques et sociales (POLS), Université Catholique de Louvain.

Introduction

L'analyse scientifique de la question des relations entre les NMS et les partis politiques est une question particulièrement complexe, pour au moins trois raisons principales. La première raison renvoie à la nature même des NMS, en particulier le fait qu'ils sont d'apparition relativement récente, mais aussi leur caractère pluriel et plus "fluide" en termes d'organisation par rapport aux mouvements sociaux plus "établis". En outre, cette question est assez "sensible", dans la mesure où les NMS sont en règle générale très soucieux de conserver -du moins officiellement- une autonomie par rapport à la sphère politique. Enfin -et ceci découle sans doute partiellement à la deuxième raison-, il n'existe pas de données systématiques et fiables en la matière.

Cependant, l'analyse des relations entre les NMS et les partis écologistes revêt un intérêt tout particulier, dans la mesure où ces derniers sont eux-mêmes issus très largement des NMS des années 70. L'objectif de la présente étude est précisément de mieux identifier la nature des relations entre ces deux types d'acteurs en Belgique francophone (Wallonie et Bruxelles): d'une part le parti Ecolo, fondé en 1980, et, d'autre part, les principaux "secteurs" des NMS qui se sont développés depuis le début des années '70. A cet égard, il importe de distinguer deux périodes: les années '70 précisément, qui correspondent à "l'entrée en politique" progressive des écologistes, puis les années '80 et '90, qui correspondent au développement et à la consolidation d'Ecolo en tant que parti politique.

Nous tenterons, en particulier, de tester des hypothèses émises dans d'autres études scientifiques (en particulier Kitschelt, 1989; Kitschelt & Hellemans, 1990) et de confronter nos résultats avec ceux de ces études. Pour cela, et vu la pauvreté des données disponibles, nous avons réalisé une enquête en août et septembre 1994 auprès des *élus et cadres* du parti Ecolo. Cette enquête originale porte précisément sur les relations entre Ecolo et les NMS. Des questionnaires ont été envoyés à tous les membres d'Ecolo qui, selon nos informations, *ont occupé au moins un mandat politique local (conseiller communal) et/ou au moins un poste de responsabilité dans le parti à l'échelon de la "régionale"* (niveau de l'arrondissement) depuis la création de ce parti en 1980. Au total, 153 questionnaires complétés ont été renvoyés (soit un taux de réponse d'environ 50%). Une large part des répondants ont une longue expérience au sein d'Ecolo: plus de 50% d'entre eux sont membres d'Ecolo depuis 1982 ou avant. Cet échantillon

¹ Une version néerlandaise de cet article (excepté quelques modifications de détail) est parue sous le titre "Ecolo en de nieuwe sociale bewegingen in Franstalig België, bloedbroeders of verre verwanten?", in Staf Hellemans & Marc Hooghe (éds) *Van "Mei '68" tot "Hand in Hand". Nieuwe sociale bewegingen in België - 1965-1995*, Leuven & Appeldoorn, Garant, 1995.

constitue donc une partie importante du "noyau" militant de ce parti, plus stable dans le temps, et dont l'expérience -et l'analyse- des relations Ecolo-NMS est particulièrement pertinente. En complément, quelques interviews de responsables d'Ecolo et d'organisations importantes des NMS ont été réalisées.

1. L'émergence d'Ecolo et les NMS

Nous ne présenterons pas ici un historique détaillé de "l'entrée en politique" des écologistes en Belgique francophone, processus qui a débuté en 1973 et qui a abouti en mars 1980 à la création du "Mouvement Ecolo", intitulé officiel du parti Ecolo (pour une présentation détaillée: cfr. Mahoux & Moden, 1984, pp. 2-10; Rihoux, 1993).

Ce processus peut être subdivisé en trois phases. La première phase, celle de la présentation des premières listes aux élections, s'étend de 1973 à 1977; elle débute avec la création du mouvement "Démocratie Nouvelle" (DN) à Namur, qui défend des thèses écologistes et fédéralistes, et qui est issu d'une scission d'une section locale du Rassemblement Wallon (RW) (cfr. infra). Lors des élections législatives de 1974, DN présente une liste dans l'arrondissement de Namur. Aux élections communales de 1976, DN participe à un cartel dénommé "Combat pour l'Ecologie et l'Autogestion" (CAE). Enfin, aux législatives de 1977, DN s'associe avec d'autres mouvements écologistes ou apparentés pour présenter une liste "Wallonie-Ecologie" (WE) dans huit arrondissements. A ce stade, les résultats électoraux restent très limités.

La deuxième phase, qui correspond à la structuration progressive du mouvement WE, s'étend de 1977 à 1979. En janvier 1978, WE se reconstitue en tant qu'organisation permanente; ce mouvement constitue en quelque sorte l'"embryon" du futur Mouvement Ecolo. Lors des élections législatives de 1978, WE présente des listes dans 6 arrondissements, enregistrant des résultats toujours modestes mais en progression par rapport à ceux de 1977. Dans le même temps, suite à une scission survenue au sein de la section belge des Amis de la Terre (cfr. infra), une tendance "libertaire" présente une liste "Ecopol" à Bruxelles.

Enfin, la troisième étape aboutit à la fondation d'Ecolo. Lors des élections européennes de juin 1979, WE ainsi que le groupe majoritaire des Amis de la Terre (cfr. infra) présentent une liste intitulée "Europe-Ecologie". Le résultat constitue une réelle percée: 5,1%, soit le meilleur score européen pour une liste écologiste. Ce succès a certainement joué un rôle de catalyseur dans la fondation du parti Ecolo.

Disons à présent quelques mots du développement ultérieur de ce parti (cfr. Rihoux, 1993, pour une analyse plus complète). Ecolo s'établira progressivement comme la quatrième force politique en Belgique francophone, disposant d'élus à tous les niveaux de pouvoir dès 1984. Ses résultats électoraux restent relativement stables aux élections législatives de 1981 (5,9%), 1985 (6,2%) et 1987 (6,5%). Dans le même temps, Ecolo obtient son premier siège européen en 1984 (9,9%) et s'implante un nombre croissant de conseils communaux (75 élus en 1982; dans la majorité à Liège; 117 élus en 1988; participation à 4 majorités, dont Bruxelles-Ville). C'est cependant à partir de 1989 qu'Ecolo acquiert une dimension électorale plus importante: 16,6% aux élections européennes de 1989 (2 élus), 13,5% aux élections législatives de 1991 (16 élus à la Chambre et au Sénat), 13,7% aux élections européennes de 1994 (un élu), et enfin près de 200 élus aux élections communales de 1994 (participation à 8 majorités, dont Bruxelles-Ville). A partir de 1992, Ecolo soutient avec Agalev et la VU les accords institu-

tionnels de fédéralisation du pays. Les résultats électoraux de ce parti aux élections législatives de 1995 marquent un recul par rapport à 1991.

Venons-en maintenant à la place des NMS dans ce processus d'"entrée en politique" des écologistes francophones durant les années 70. Il faut sans doute remonter à la fin des années 60 et au **mouvement étudiant** pour retrouver l'origine d'Ecolo. C'est effectivement sur les sites universitaires que se sont développés différents mouvements de contestation et de revendication dans cette période. Le mouvement étudiant a certainement constitué un lieu -temporaire- de "socialisation militante" pour plusieurs futurs militants et leaders d'Ecolo, comme d'ailleurs pour les militants et dirigeants des NMS qui se sont développés durant les années 70. Si l'on peut considérer que le mouvement étudiant a constitué un secteur-clé d'"entrée en militance" de futurs leaders d'Ecolo (Kitschelt & Hellemans, 1990, p. 110), seuls 8% des répondants font explicitement référence à un activisme étudiant dans leur expérience personnelle. Il n'en reste pas moins que le *milieu* universitaire de la fin des années 60 et du début des années 70 a constitué, à Bruxelles et en Wallonie comme en Flandre (Walgrave, 1994) un "vivier" pour différents NMS, mais aussi pour des mouvements plus clairement politiques (extrême-gauche,...), et que de nombreux militants et leaders d'Ecolo ont été actifs dans ces différents mouvements (cfr. infra).

Cependant, un trait original d'Ecolo est que la première organisation identifiable qui a mené à la fondation du parti n'est pas à proprement parler un mouvement social, mais un **mouvement politique fédéraliste**: le mouvement *Démocratie nouvelle* (DN), créé en 1973, qui résulte d'une dissidence namuroise au sein du *Rassemblement wallon*. Il s'agit essentiellement d'un proto-parti à dominante namuroise, dont les principales thèses gravitent autour de la notion de "fédéralisme intégral". Les trois principaux animateurs de DN (dont P. Lannoye) feront plus tard partie du "noyau" des fondateurs d'Ecolo en 1980.

C'est à partir de 1974 que se nouent les **premiers contacts** avec des NMS et entre différents responsables et militants de NMS. Dans un premier temps, DN noue divers contacts avec des groupes environnementaux et anti-nucléaires (comme l'A.P.R.I.), surtout dans la province de Liège. Ce sera l'occasion de premiers contacts avec les futurs fondateurs d'Ecolo-Liège. L'on observe ici un rôle de "catalyseur" d'un enjeu bien particulier: la lutte contre l'énergie nucléaire (cfr. infra).

Par la suite, des réunions plus formelles rassemblent des membres de DN avec différents groupes environnementaux locaux ou de plus grande dimension (comme AVES), dans l'optique de créer une section belge des Amis de la Terre. Sur le terrain politique, des collaborations ponctuelles verront le jour à l'occasion des élections communales de 1976: à Namur, la liste "Combat pour l'Écologie et l'Autogestion" rassemble des chrétiens progressistes (G.P.T.C., M.O.C.), des pacifistes (M.C.P.), des membres d'Amnesty International et d'autres mouvements urbains.

En mars 1976 est créé le mouvement **Les Amis de la Terre - Belgique** (AT). Ce mouvement occupe une place tout à fait particulière dans l'émergence et le développement d'Ecolo. Tout d'abord, de nombreux fondateurs des AT deviendront par la suite fondateurs de sections locales d'Ecolo (à Liège, en particulier) et souvent des leaders d'Ecolo. Deuxièmement, les AT se définissent assez clairement -dans un premier temps du moins- comme un mouvement politique. Troisièmement, la réflexion programmatique des AT constituera le noyau de la doctrine politique d'Ecolo durant le début des années 80. En 1978 déjà, le programme de "Wallonie-Écologie" aux élections législatives est très proche de celui des AT. Lors de ces élections, les AT avaient néanmoins décidé de ne soutenir ouvertement

aucun candidat; le président des AT a d'ailleurs démissionné de sa fonction afin de pouvoir figurer sur la liste "Wallonie-Ecologie". Cependant, aux élections européennes de 1979, 13 candidats sur 17 de la liste "Europe-Ecologie" sont membres des AT. Il est important de noter que les AT se sont fortement divisés dès fin 1978 sur la question de l'opportunité de la création d'un parti politique: seuls les "institutionnalistes" (majoritaires) se sont orientés dans cette voie, tandis que les "libertaires" (minoritaires) ont fait dissidence en créant le Réseau Libre des Amis de la Terre (RLAT). De nombreux "institutionnalistes" des AT figureront parmi les participants aux deux assemblées fondatrices d'Ecolo, en mars 1980. Soulignons enfin que, dans la structuration d'Ecolo, le rôle des AT a été nettement plus important en Wallonie (en particulier à Namur et à Liège) qu'à Bruxelles, où le rôle d'autres mouvements -surtout des mouvements urbains, alternatifs, mais aussi d'extrême-gauche- a été prédominant.

En outre, après la création du parti Ecolo, et encore aujourd'hui, il faut relever une réalité non négligeable: la création de groupes locaux ("locales") d'Ecolo dans le sillage direct de luttes locales. Dans ces cas, des organisations locales de NMS ont donné naissance à des nouveaux groupes locaux Ecolo. Le plus souvent, il s'agit de NMS du secteur "environnement"; le cas-type est celui de la lutte contre l'implantation (ou la gestion) d'une décharge d'immondices, d'un incinérateur,...

Par ailleurs, existe-t-il une "seconde voie" qui ait mené les futurs élus et cadres Ecolo à rejoindre (ou à fonder) ce parti, une voie *politique*? Selon notre enquête, moins de 30% des élus et cadres Ecolo ont été actifs politiquement "*en-dehors de l'écologie politique*" avant de rejoindre Ecolo. Cela tend à rejoindre les conclusions d'études précédentes (Kitschelt, 1989, p.108; Kitschelt & Hellemans, 1990, p.111). En ordre décroissant d'importance, l'on note l'extrême-gauche (10%), cartels progressistes (8%), chrétiens progressistes (7%), social-chrétien (5%), anarchiste-libertaire (4%), socialiste (3%) et fédéraliste-régionaliste (2%). Nous en tirons deux conclusions: qu'une proportion relativement faible des élus et cadres Ecolo ont eu une expérience politique avant de rejoindre Ecolo (mais ils ont eu beaucoup d'expérience dans les NMS; cfr. infra) et que la composante fédéraliste est tout à fait négligeable malgré son importance "historique" (à Namur essentiellement) dans l'émergence d'Ecolo.

Pour conclure, soulevons deux remarques importantes. D'une part, il faut noter que ces expériences politiques ont été dans la quasi-totalité des cas des expériences transitoires et éphémères, tandis que les expériences au sein des NMS ont été le plus souvent nettement plus durables. D'autre part, on observe que de nombreux répondants font référence à une expérience militante dans les NMS et dans l'un ou l'autre groupe politique. Il n'existe donc pas, à proprement parler, de "voie politique" distincte vers Ecolo.

2. Les élus et cadres Ecolo et les NMS: quelles expériences, quelles activités?

2.1. Eléments généraux

Commençons par exposer trois caractéristiques des élus et cadres Ecolo: leur âge, leur sexe et leur localisation géographique. Ces trois traits ne sont en effet pas "neutres" si l'on s'intéresse aux NMS.

En ce qui concerne l'âge, il est frappant de constater une forte sur-représentation de la tranche 35-45 ans (plus de 50% des répondants), alors que les moins de 30 ans et les plus de 55 ans sont nettement sous-représentés. Or, cette tranche d'âge dominante (35-45 ans en 1994) correspond à celle des individus en âge d'études supérieures au durant les années 70, période qui marque précisément la "première vague" des NMS.

En ce qui concerne le sexe, les femmes ne constituent que 20% des répondants. D'une part, cela confirme la "loi sociologique" en vertu de laquelle la proportion de femmes décroît à mesure que l'on s'élève dans l'organisation d'un parti politique: environ 50% des électeurs, environ 30% des membres cotisants, 20% des élus et cadres, et moins encore si on ne considère que le niveau le plus élevé du parti. D'autre part, on peut donc s'attendre a priori à ce que la composante féministe ne soit pas -par la force des choses- prédominante chez Ecolo.

Enfin, en termes de **localisation géographique**, plus de 70% des répondants sont domiciliés dans des centres urbains de grande taille (Bruxelles et Liège: 40% de l'échantillon à eux seuls; Charleroi) ou de taille moyenne (Namur, Verviers, Tournai,...). On observe une claire prédominance urbaine, et l'on peut donc s'attendre à observer un activisme dans différents "mouvements urbains" dans notre échantillon.

Analysons à présent l'expérience et les activités des élus et cadres Ecolo dans les NMS, et tout d'abord de manière générale. Le questionnaire présentait 5 "secteurs" des NMS: **environnement, tiers-monde, paix/pacifisme, anti-nucléaire et féminisme**, ainsi qu'une catégorie "autres NMS". Il était demandé aux répondants de préciser, dans chaque secteur, de mentionner les organisations, mouvements,... dans lesquels ils ont été impliqués, et à quel titre (simple membre cotisant, membre actif, fondateur, dirigeant,...). Dans chaque secteur, un maximum de 5 organisations a été encodé, soit un total théorique de maximum 30 organisations de NMS.

TABLEAU 1

Nombre de NMS auxquels les élus et cadres écolo participent
(où ont participé) (maximum théorique: 30 NMS)

Nombre de NMS	% de répondants
0 (aucun)	7
1	15
2-3	27
4-5	21
6-7	12
8-9	7
10 et plus (max.: 16)	11

Le tableau 1 nous enseigne tout d'abord que la très large majorité (93%) des élus et cadres Ecolo sont (ou ont été) actifs dans au moins un NMS. Cependant, on note que près de la moitié des répondants ne sont (ou n'ont été) actifs que dans trois NMS ou moins, ce qui correspond à une implication relativement faible. Si l'on considère que, assez souvent, les répondants dont état d'une participation "minimale" à certaines organisations (par exemple: verser simplement une cotisation annuelle), on peut estimer qu'entre 15% et 20% des élus et cadres Ecolo

n'ont eu aucune participation *active* à des NMS, ce qui n'est pas négligeable. Cependant, la proportion des "hyper-actifs" dans les NMS, c-à-d. ceux qui sont (ou ont été) actifs dans plusieurs NMS n'est elle non plus pas négligeable.

2.2. Les différents "secteurs"

Venons-en maintenant aux différents "secteurs". Le tableau 2 offre un aperçu général de l'activité des élus et cadres Ecolo dans ces différents secteurs. Suivant en cela des études précédentes (Kitschelt & Hellemans, 1990), nous avons tenu compte non seulement de l'appartenance déclarée à une *organisation* bien délimitée, mais aussi -dans des cas spécifiques, d'une certaine importance-, la participation à des activités ("happenings") particulières.

TABLEAU 2

Activité dans les NMS des différents "secteurs"

(%)	Environn.	Tiers-monde	Paix/pacifisme	Anti-nucléaire	Féministe	Autres
Inactifs	35	51	57	80	93	37
Actifs, dont...	65	49	43	20	7	63
1 organis.	28	29	20	14	6	37
2 organis.	18	10	12	2	1	14
3 organis.	14	3	5	3	1	9
4 organis.	3	4	3	1	(néant)	2
5 organis.	2	3	2	(néant)	(néant)	1

De manière générale, les pourcentages de répondants actifs dans les différents secteurs sont supérieurs à ceux d'une étude précédente (Kitschelt & Hellemans, 1990, p.114). Ceci n'est pas étonnant, dans la mesure où l'enquête menée en 1994 est ciblée uniquement sur les élus et cadres Ecolo (c-à-d. le "noyau restreint" des militants Ecolo), alors que l'étude précédente portait sur les participants à l'Assemblée Générale de ce parti (ce qui est plus large).

On note tout d'abord que, malgré le fait que nous touchons ici au "noyau restreint" d'Ecolo, *la proportion des "inactifs" n'est pas négligeable* dans chacun des secteurs. Même dans le secteur de l'environnement (secteur où les élus et cadres Ecolo sont manifestement les plus actifs), cette proportion dépasse un tiers. Seuls 20% sont (ou ont été) actifs dans le mouvement anti-nucléaire. De même, l'on note la très faible implication dans le mouvement féministe: 7 %, c-à-d. seulement 35% des femmes de l'échantillon. En d'autres termes: plus des deux-tiers des femmes élues ou cadres Ecolo ne déclarent aucune activité ou engagement dans le mouvement féministe. Cette faiblesse numérique de la composante féministe, mais aussi de la composante anti-nucléaire contraste certainement très fortement avec le cas des *Grünen* allemands, par exemple.

On note, par ailleurs, que la proportion d'actifs dans d'"autres" NMS est assez importante. Cela signifie donc que la "nébuleuse" des NMS est nettement plus vaste que les cinq secteurs repris ci-dessus (cfr. infra). Examinons à présent, secteur par secteur, la répartition des activités dans les différentes organisations.

* *Environnement*

Non moins de 55 organisations différentes sont citées, dont 21 à vocation supra-locale (régionale, nationale ou internationale) et 34 de type local. Ceci est une confirmation de l'importance -et de la diversité- de l'engagement militant des élus et cadres Ecolo dans ce secteur. Par ordre décroissant d'importance, les principales organisations citées (en % des répondants se déclarant actifs dans le secteur "environnement") sont: Greenpeace (56%), Les Amis de la Terre (38%), WWF (11%), IEW ou IEB (8%), Jeunesse et Ecologie (7%) et Nature et Progrès (6%).

On note la nette prédominance de Greenpeace et des Amis de la Terre, mais aussi la présence d'une organisation (Jeunesse et Ecologie) qui peut être définie comme l'"organisation de jeunes" du parti Ecolo. La première place de Greenpeace n'est pas étonnante, dans la mesure où il s'agit de l'archétype de l'organisation de NMS de masse, basée sur la contribution financière d'un nombre maximal de *sympathisants*. Quant à la position toute particulière des Amis de la Terre, elle s'explique tout naturellement par l'historique du développement d'Ecolo (cfr. supra).

* *Tiers-monde*

On note encore une fois une grande diversité des engagements, avec 55 organisations citées, dont 14 à caractère supra-local et plus de 15 "comités de solidarité" différents (portant sur des pays ou des peuples particuliers). Par ordre décroissant, les principales organisations ou activités citées (en % des répondants se déclarant actifs dans le secteur "Tiers-monde") sont: Oxfam-Magasins du Monde (29%), MSF (16%), CNCD (12%), Opération 11 11 11 (12%), *le fait d'être parti en coopération* (11%), Frères des Hommes (7%), Entraide et Fraternité (5%) et Iles de Paix (5%).

On observe en particulier l'importance de la participation aux réseaux d'activités d'Oxfam, ce qui confirme le statut "structurant" de cette organisation dans le secteur des NMS de tiers-monde (Walgrave, 1994).

* *Paix/pacifisme*

Le nombre d'organisations et d'engagements est encore une fois élevé: 37 au total, dont 18 à portée nationale ou internationale, et 13 de type local. Le reste est constitué d'organisations intermédiaires, en particulier des "maisons de la paix". Les organisations ou activités les plus citées (en % des répondants se déclarant actifs dans le secteur "paix/pacifisme") sont: *le fait d'être objecteur de conscience* (38%), *la participation à des manifestations pacifistes (en général)* (25%), *MIR/IRG* (18%), *M.C.P.* (15%), *la participation au mouvement des objecteurs de conscience* (12%), *CNAPD* (11%), *la participation aux actions à Florennes* (11%), Rassemblement Liégeois pour la Paix (8%).

On note que la proportion de répondants qui font explicitement référence à Florennes est relativement faible. Ceci constitue une confirmation du degré de mobilisation relativement faible -en termes quantitatifs, par rapport aux NMS flamands (Rihoux et Molitor, 1995, 1996)- des NMS wallons et bruxellois autour de l'enjeu de l'implantation des missiles de croisière. Par ailleurs, on note qu'environ 50% des élus ou cadres masculins d'Ecolo ont acquis le statut d'objecteur de conscience, ce qui est une proportion qui se passe de commentaires. Enfin, l'on note un mélange de référence à des *organisations* bien identifiées, d'une part, et à des *actions* ou des *engagements*, d'autre part.

* *Anti-nucléaire*

Dans ce secteur, la situation est très différente des trois secteurs précédents: seules 13 organisations ou activités (dont 6 à caractère uniquement local) sont citées. En outre, les répondants ne citent le plus souvent qu'une seule organisation ou activité. Les principales (en % des répondants se déclarant actifs dans le secteur "anti-nucléaire") sont: *la participation à des manifestations (en général)* (68%), *la participation à des actions à Chooz* (35%), *la participation à des actions à Tihange* (13%), et l'A.P.R.I. (6%).

Ceci appelle deux remarques. Premièrement, rappelons que la proportion globale de répondants déclarant avoir participé au mouvement anti-nucléaire est faible (seulement 20%; cfr. tableau 2): cela signifie que, en réalité, seuls respectivement 7% et 3% de l'ensemble des répondants ont été actifs sur le terrain à Chooz et à Tihange. Deuxièmement, on note qu'il est d'abord fait référence à des *actions*, plutôt qu'à des *organisations*. Ceci est sans doute lié au caractère plus "fluide" et plus temporaire de la plupart des organisations du mouvement anti-nucléaire en Belgique francophone. Ces deux remarques ne signifient cependant pas que l'élément anti-nucléaire soit resté totalement "marginal" dans le développement de l'écologie politique en Belgique francophone: au contraire, rappelons que ce secteur a joué un rôle-clé durant la seconde moitié des années '70, en coalisant les futurs fondateurs d'Ecolo autour d'un enjeu commun mobilisateur (cfr. supra; cfr. aussi Rihoux, 1991, pp. 42-44). En définitive, il semble que le rôle de cet enjeu dans le développement de l'écologie politique a été d'une double nature: organisationnel (en favorisant la rencontre de différents mouvements) et idéologique (en radicalisant et en politisant les analyses des idéologues de certains NMS).

* *Féminisme*

La très petite taille du sous-échantillon déclarant des activités féministes (11 individus) ne permet pas de tirer des conclusions quand aux différentes organisations concernées, si ce n'est que la composante féministe est sans aucun doute la plus faible des "grands" secteurs des NMS parmi les élu(e)s et les cadres Ecolo. Les différentes organisations ou actions ne sont effectivement citées chacune que par une ou deux répondantes.

* *Les autres NMS*

La diversité des NMS est grande, en Belgique francophone comme ailleurs. Rappelons à cet égard que ce caractère de "nébuleuse" et d'hétérogénéité est d'ailleurs central à la définition des NMS (Hellemans, 1993, 1995, Rihoux et Molitor, 1995, 1996). A cet égard, rappelons que l'appartenance à d'"autres" NMS est indiquée par plus des deux-tiers des répondants (cfr. tableau 2).

Le tableau 3 permet de se faire une idée de l'importance de ces autres catégories de NMS, qui recouvrent plus d'une centaine d'organisations individuelles. Nous reconnaissons toutefois que, faute d'une typologie scientifique faisant autorité, le classement de chaque organisation dans une catégorie bien précise n'est pas toujours aisé. De même, certaines catégories pourraient sans doute être agrégées, ou au contraire subdivisées.

TABLEAU 3

Activité dans les "autres" NMS
(en % du total de l'échantillon, par ordre décroissant d'importance)

Secteur	%
Droits de l'homme	36
Comités de quartier	13
Nouvelles coopératives (produits "bio",...)	11
Mouvements urbains (de rénovation, de participation,...)	9
Mouvement étudiant	8
Mouvement anti-raciste	7
Mouvements de promotion de transports/mobilité	7
Mouvements de consommateurs	5
Mouvements "alternatifs"	5
(divers)	4
Mouvement homosexuel	1

La prédominance des organisations de droits de l'homme est nette, ainsi que la quasi-absence de la composante homosexuelle. On note également l'importance de mouvements à très forte dominante urbaine (comités de quartier, mouvements urbains, mouvement anti-raciste, mouvements "alternatifs",...) (Rihoux et Molitor, 1995, 1996). Par ailleurs, seules deux organisations individuelles sont citées par plus de quelques répondants: Amnesty International (18%) et la Ligue des Droits de l'Homme (8%), ce qui explique très largement l'importance du secteur "droits de l'homme" parmi les élus et cadres Ecolo.

2.3. Des individus très actifs

En définitive, s'il est vrai que le degré d'activité des élus et cadres Ecolo dans les différents secteurs des NMS est variable, il n'en reste pas moins qu'ils "couvrent" très largement la nébuleuse des NMS en Belgique francophone. En outre, l'importance d'un "secteur" des NMS ne se mesure pas seulement en termes quantitatifs: certains mouvements, comme le mouvement anti-nucléaire (cfr. supra), mais aussi certains mouvements urbains (à Liège et à Bruxelles surtout), ont joué un rôle important dans la structuration de l'écologie politique en Belgique francophone, du moins dans les strates supérieures du leadership d'Ecolo (le "noyau" fondateur).

Par ailleurs, il faut noter que les répondants ont souvent joué un rôle-clé dans certains NMS. En particulier, les répondants ont très souvent été à la base (comme (co-)fondateurs) d'organisations à l'échelon local. Dans d'autres cas, ils ont occupé une position importante dans un NMS à un échelon supérieur (cfr. infra.). Ceci n'est guère étonnant, si l'on considère que l'échantillon auquel nous nous intéressons -les élus et cadres Ecolo- constitue certainement une "élite". Néanmoins, pour plusieurs grandes organisations (du type Greenpeace, Amnes-

ty International, MSF,...) une part importante des répondants se déclarent comme simple souscripteurs (simple versement d'une cotisation).

Concluons de tout ceci qu'une grande proportion des élus et cadres Ecolo sont (ou ont été) des individus très "participatifs", dans différentes organisations et/ou activités des NMS.

A cet égard, il faut noter qu'ils sont également assez actifs dans des organisations plus "traditionnelles" ou "établies": plus de 70% des répondants en citent spontanément une ou plus. L'on trouve, en ordre décroissant (en % du total des répondants; ces chiffres sont certainement sous-estimés vu le libellé de la question): syndicat (29%), organisation sociale/caritative (29%), mouvements de jeunesse (10%), organisations religieuses/spirituelles (10%), Ligue des Familles (7%), organisations de sports et de loisirs (4%) et mutuelles (2%). Souvent, plus de 2 organisations sont citées.

De ces derniers chiffres, nous pouvons tirer deux conclusions sans doute contradictoires. D'une part, il semble que le degré d'activité des élus et cadres Ecolo dans ces organisations plus "traditionnelles" ne soit pas particulièrement élevé; on peut même juger ce degré d'activité assez (par exemple le taux d'activité syndicale). On pourrait dès lors en conclure qu'il s'agit d'individus qui se sont davantage impliqués dans des organisations "dépillarées" (les NMS). Mais, d'autre part, l'activité de ces individus dans les organisations plus "traditionnelles" n'est pas négligeable. Cela signifierait donc plutôt que ces organisations ont joué un rôle relativement important dans l'"itinéraire militant" de ces individus, qu'il s'agit de militants plus "polyvalents" ou "mixtes" et qu'il ne suffit donc pas de se limiter aux seuls NMS pour comprendre leur activité militante. Nous ne pouvons trancher à ce stade.

3. Nature et évolution des relations Ecolo-NMS

Selon H. Kitschelt, les liens entre les NMS et les partis écologistes entrent dans quatre grandes catégories, du plus "diffus" au plus "dense": les relations de personne à personne, la communication sélective entre les élites, le clientélisme et les liens structurels (Kitschelt, 1989, p.230). Dans le cadre de la présente étude, nous nous concentrerons surtout sur le premier, le deuxième et le quatrième aspect, dans la mesure où les liens de type clientélistes semblent très peu présents dans le cas d'Ecolo.

Les relations de personne à personne correspondent au niveau individuel. Il s'agit d'une part d'interactions entre individus actifs dans les NMS et d'autres individus actifs dans le parti Ecolo, mais aussi et surtout de phénomènes de "militance croisée" ("overlapping involvement"): un même individu est à la fois militant Ecolo et actif dans un ou plusieurs NMS. A un niveau plus collectif, la "communication sélective" entre les élites correspond à des interactions entre des *représentants* du parti Ecolo (élus, mandataires internes) et des *responsables* de NMS. Il s'agit bien, comme nous le démontrerons par la suite, d'une communication *sélective*, c-à-d. non systématique. Enfin, les liens structurels correspondent à des degrés de formalisation et de régularité nettement plus élevés. A ces trois niveaux, d'une manière plus transversale, il faut sans doute ajouter ce que Kitschelt nomme l'"interpénétration culturelle": le fait qu'une large proportion des membres du parti Ecolo, qu'ils soient simple membres, militants actifs, élus, leaders,... se situent très largement dans l'espace culturel de nombreux NMS.

Notre enquête comporte une question générale, qui recouvre sans doute ces trois niveaux. Il a été demandé aux élus et cadres Ecolo s'ils pensent que, de ma-

nière générale et par rapport aux partis traditionnels (PS, PRL, PSC), Ecolo entretient des liens "plus étroits", "moins étroits" ou "comparables" avec les NMS, ou encore si "aucune de ces affirmations n'est correcte". La distribution des réponses à cette question n'est que partiellement prévisible: s'il est vrai que près des trois-quarts (72%) des répondants estiment que ces liens sont plus étroits (contre 3% pour "moins étroits" et 6% pour "comparables"), on observe que près d'un répondant sur six (16%) considère qu'aucune de ces affirmations n'est correcte. L'analyse des réponses ouvertes à cette question montre que les derniers cités refusent une règle générale. Ils établissent le plus souvent une distinction entre différents secteurs ou organisations des NMS: ils considèrent -en évoquant souvent une expérience personnelle- que certains secteurs (p.e. les mouvements pacifistes, ou encore des mouvements de droits de l'homme,...) sont quasi-équidistants d'autres partis, tandis que d'autres secteurs ou organisations (p.e. les Amis de la Terre, les mouvements "alternatifs", le mouvement anti-nucléaire) sont nettement plus proches d'Ecolo que d'autres partis.

3.1. Les "militances croisées"

Les données de l'enquête (cfr. sections précédentes) confirment en tout cas que le phénomène de "militances croisées" est important: de nombreux individus sont à la fois actifs dans le parti Ecolo (à degrés divers) et membres d'une ou de plusieurs organisations de NMS. A y regarder de plus près, on remarque cependant que, très souvent, le degré d'implication des répondants dans les organisations des NMS diminue fortement à partir du moment où ils accèdent à un mandat politique ou à une position formelle au sein de l'"appareil" d'Ecolo.

A cet égard, les données semblent indiquer qu'il existe deux types de "carrières" militantes. Le premier type est celui des individus qui ont été *d'abord* actifs dans différentes organisations des NMS puis impliqués plus fortement au sein d'Ecolo (cadres et élus). Dans ce premier cas, les liens avec les NMS deviennent alors très distendus à partir du moment où les militants s'"institutionnalisent" dans Ecolo ou dans les assemblées politiques. Le deuxième type est plus complexe: il s'agit d'individus qui ont débuté leur engagement au sein des NMS, puis qui sont devenus élus ou cadres d'Ecolo -en conservant souvent des liens assez étroits avec ces NMS-, et qui ont effectué ensuite un, voire plusieurs "aller-retour" entre les NMS et Ecolo.

Ces deux types de "carrière militante" présentent un point commun: les positions de leadership dans les NMS et dans Ecolo ne sont (à de très rares exceptions près, et uniquement pour des organisations *locales* de NMS) jamais occupées *simultanément*. Dans certains cas, un même individu a occupé alternativement la position la plus élevée dans un NMS donné, et ensuite atteint assez rapidement une position élevée chez Ecolo (c-à-d. un mandat interne ou externe au plus haut niveau du parti), ou vice-versa. Ce fut le cas (dans le sens NMS - Ecolo) pour plusieurs leaders des Amis de la Terre. Les cas de figure inverses (dans le sens Ecolo-NMS) sont plus rares; l'on peut citer le cas d'un fondateur historique et parlementaire Ecolo qui, après avoir quitté Ecolo, est devenu directeur de Greenpeace-Belgique... mais seulement après avoir respecté trois années de "quarantaine politique".²

² En fin de compte, l'intéressé a démissionné de Greenpeace en 1995 et a été réélu député Ecolo. Il occupe depuis lors la fonction de chef du groupe parlementaire Ecolo-Agalev à la Chambre.

3.2. La communication sélective des élites

Une première question est de savoir comment ces liens, ces réseaux de communication entre les élus et cadres Ecolo et les responsables des NMS ont évolué dans le temps. Peut-on parler (comme on pourrait l'imaginer de manière intuitive) de manière simple -sans doute simpliste- d'un "distanciation" d'Ecolo par rapport aux NMS, au fur et à mesure qu'Ecolo s'"institutionnalise"? Trois questions de notre enquête permettent d'apporter des éléments de réponse.

A la question "*pensez-vous que les liens entre Ecolo et les NMS ont évolué depuis la création d'Ecolo (...) jusqu'à aujourd'hui?*", près des trois-quarts des répondants (73%) répondent positivement, alors que seuls 12% répondent négativement. Plus intéressante est la question (question ouverte) de la nature de cette évolution, pour les 73% des répondants qui pensent qu'une évolution s'est produite.. Nous avons effectué un premier codage, en trois modalités: "distanciation", "rapprochement" et "autre type d'évolution/d'analyse". Le résultat est très parlant: seuls 34% (un tiers) des répondants analysent l'évolution en termes de "distanciation", alors qu'environ 10% parlent de "rapprochement"... mais plus de 40% (43%) de répondants émettent une autres analyse. Le plus souvent, ces derniers apportent des nuances (ou des distinctions fortes) entre les différents "secteurs" des NMS, ou des nuances en termes périodisation (périodes de rapprochement, mais aussi périodes de distanciation), ou encore ils émettent des doutes quant à la pertinence de la question.

Des analyses antérieures ont démontré que ces relations sélectives se nouent le plus souvent à l'initiative des responsables de NMS, et non des élus ou cadres Ecolo (Kitschelt, 1989). Notre enquête confirme cette analyse, et apporte plusieurs précisions sur la nature de cette relation. Tout d'abord, il apparaît que, dans la plupart des cas, les responsables des NMS ne se tournent pas vers le *parti* Ecolo, mais plutôt vers des *individus* (les élus Ecolo). Deuxièmement, les élus Ecolo font souvent état d'un certain "malaise" suite à cet état de fait: ils considèrent alors que les responsables des NMS veulent rester "autonomes", alors qu'ils sont de *facto* "liés" de manière privilégiée avec un élu Ecolo... et donc, à travers cet élu, avec le parti Ecolo. Troisièmement, il semble que ces relations sélectives sont nettement plus systématiques à l'échelon local, où les collaborations sont nombreuses -et plus durables- sur le terrain. Dans les quelques cas où Ecolo a participé à une majorité communale, ses mandataires ont été très souvent placés sous une pression constante d'organisations locales de NMS, sans pouvoir répondre à toutes les sollicitations.

3.3. Des liens "structurels"?

Nous utiliserons une définition large de ce concept: des liens qui dépassent l'interpersonnel, et qui renvoient à une certaine formalisation, une systématisation, voire une "routinisation" plus importante.

A la question "*à votre connaissance, Ecolo entretient-il (ou a-t-il entretenu) des liens structurels (c-à-d. au-delà de simples contacts de personne à personne) avec une/des organisation(s) appartenant aux NMS?*", plus de la moitié (51%) des élus et cadres Ecolo répond affirmativement, mais 37% des répondants estiment que de tels liens structurels n'existent pas (et 12% de non-réponses). Les réponses à cette question sont donc partagées, mais nous pouvons doré et déjà conclure que l'existence de liens structurels Ecolo-NMS constitue un phénomène non négligeable. Ceci tend à infirmer des analyses précédentes (en particu-

lier: Kitschelt, 1989, p.234 ff.), qui mettaient plutôt en évidence la faiblesse -relative- de ces liens structurels par rapport à des liens interpersonnels. Le fait que les réponses soient partagées peut être interprétées -en première analyse- de trois manières: soit certains répondants ont une connaissance (ou une expérience) *objective* de l'existence de liens structurels alors que d'autres les ignorent, soit la notion de "liens structurels" est floue pour certains répondants, soit certains répondants n'osent pas "avouer" l'existence de tels liens. Nous ne pouvons trancher à ce stade.

Le tableau 4 présente les organisations identifiables de NMS qui sont citées par le plus grand nombre de répondants. Au total, plus de 40 organisations sont citées, ce qui constitue une autre confirmation de l'importance de ces liens structurels.

TABLEAU 4

Liens structurels entre Ecolo et des organisations identifiables des NMS
(en % des répondants qui estiment que de tels liens existent)

Organisation	%
Les Amis de la Terre	36
Jeunesse et Ecologie	18
Forum modes d'emploi	9
Greenpeace	8
CNAPD	8
IEW/IEB	6

Ces résultats confirment tout d'abord le statut tout à fait particulier des Amis de la Terre par rapport à Ecolo (cfr. supra). Quant à "Jeunesse et Ecologie", ce n'est pas du tout étonnant dans la mesure où cette organisation constitue en réalité un "satellite" d'Ecolo, qui s'apparente -au moins partiellement- à l'organisation de jeunes d'Ecolo. Le score non négligeable du "Forum modes d'emploi", initiative rassemblant différents acteurs mais dans laquelle Ecolo a effectivement joué un rôle moteur (aspects financier et logistique y compris) indique sans doute un développement assez récent des liens d'Ecolo avec d'autres organisations: une mobilisation autour de "thèmes" porteurs. Le cas du CNAPD est lui aussi assez logique, dans la mesure où il s'agit d'un comité auquel sont associés -de manière formalisée- différents mouvements et partis, dont Ecolo.

Par contre, le fait que Greenpeace et IEW/IEB soient cités par plus de quelques répondants est assez surprenant, si l'on considère que (officiellement du moins) ces organisations -comme du reste la plupart des organisations des NMS entretiennent une grande prudence par rapport à la sphère politique en général et aux partis politiques en particulier. Effectivement, les quelques informations que nous avons pu obtenir auprès de grandes organisations de NMS font toutes état d'un *pluralisme* politique -ou plutôt une volonté d'autonomie par rapport aux partis politiques-, ainsi que de *règles d'incompatibilité* avec des fonctions politiques publiques. Chez Greenpeace, par exemple, les membres du staff et de l'assemblée générale ne peuvent exercer un mandat politique ou figurer sur une liste électorale à quelque niveau que ce soit. Par contre, ils ont le droit d'avoir un engagement politique *privé*, et en particulier d'être *membres* (détenir la carte) d'un parti politique. De même, chez IEW, aucun administrateur ou chargé de mission

ne peut exercer un mandat politique. En outre, toute organisation-membre d'IEW doit remplir un critère de non-liaison structurelle avec un parti politique. Cela étant dit, tant pour Greenpeace que pour IEW (et d'autres organisations du même type), ces règles formelles n'excluent évidemment pas des collaborations et des liens privilégiés (avec Ecolo, en particulier), mais toujours de manière *informelle*.

Dans le tableau 5, les NMS qui sont cités comme entretenant des liens structurels avec Ecolo sont agrégés par "secteurs" (cfr. sections précédentes).

TABLEAU 5

Liens structurels entre Ecolo et des organisations identifiables des NMS,
agrégées par "secteurs"
(en % des répondants qui estiment que de tels liens existent)

Secteur	%
Environnement	88
Paix/pacifisme	12
Tiers-monde	10
Transports/mobilité	4
Anti-nucléaire	3
Anti-raciste	1
Autres/divers	32

Les données du tableau 5 indiquent donc clairement qu'Ecolo entretient les liens les plus stables et les plus "structurés" d'abord avec des organisations actives dans le secteur de l'environnement, et nettement plus rarement dans d'autres secteurs d'activité des NMS. Cette prédominance du secteur "environnement" (parmi lequel on retrouve les Amis de la Terre, Jeunesse et Ecologie et Greenpeace, mais aussi de nombreuses organisations locales) constitue un enseignement fort intéressant, qu'il conviendrait de comparer avec le cas d'autres partis écologistes (dont Agaley).

Quant aux *modalités* de ces liens structurels, les répondants en relèvent souvent trois types. Le premier type est le soutien (financier, logistique,...) pour des *actions* spécifiques. Il semble en effet que, surtout depuis le début des années 90 et l'augmentation des ressources (en particulier financières) d'Ecolo, ce type de soutien "à la carte" ait fortement augmenté. Il s'agit le plus souvent d'un soutien à des actions menées par des organisations locales (p.e. pour un dossier environnemental bien précis), que ce soit des actions sur le terrain ou des procédures judiciaires. Ces soutiens sont souvent rendus possibles par le fait que certains militants des ces organisations sont également membres -voire élus ou cadres- d'Ecolo (cfr. supra). Un point important est à noter ici: ce type de soutien reste le plus souvent dissimulé, "confidentiel", *informel*. Le deuxième type correspond à une simple "collaboration" sur des enjeux plus larges. Il s'agit alors davantage d'une relation plus équilibrée entre Ecolo et une organisation des NMS d'une certaine importance. Enfin, le troisième type correspond à une "osmose", partielle ou totale. Elle renvoie à la participation directe (et formalisée) du parti ou de ses représentants dans les organes directeurs du NMS. Le cas le plus proche de l'osmose totale est bien sur celui de Jeunesse et Ecologie.

Conclusion: les ambiguïtés d'une relation complexe et évolutive

Notre question de départ portait sur la nature et l'évolution des relations entre le parti Ecolo et les NMS en Wallonie et à Bruxelles. Il s'agit d'une question complexe, que nous avons pu commencer à éclaircir grâce aux données d'une enquête réalisée en 1994 auprès des élus et cadres Ecolo. Au terme de notre analyse, plusieurs indications importantes et tangibles ont ainsi pu être dégagées, mais plusieurs questions restent posées. Fondamentalement, certaines *ambiguïtés* de cette relation ne sont pas levées.

En ce qui concerne l'**émergence** du parti Ecolo durant les années 70, nous avons démontré l'importance de certaines *organisations* bien précises des NMS (en particulier les Amis de la Terre) dans le processus d'"entrée en politique" de l'écologie. A cela se sont couplés des enjeux mobilisateurs globaux, comme la lutte anti-nucléaire ou le pacifisme, et à portée uniquement locale, comme des dossiers environnementaux et d'aménagement du territoire. Dans tous les cas, les NMS ont joué un rôle important de "réseau de recrutement" (Kitschelt & Hellemans, 1990, p.109) d'une large proportion de futurs militants Ecolo.

Pour ce qui est de l'**activité** des élus et cadres Ecolo dans les NMS, nous avons mis en évidence que cette activité est importante et diversifiée: elle "couvre" très largement la nébuleuse des NMS. Cependant, le degré d'activité est très variable, et une proportion non négligeable (mais minoritaire) des élus et cadres Ecolo n'ont jamais été actifs dans des NMS. En ce qui concerne l'importance relative des différents "secteurs" des NMS, deux grandes tendances se dégagent: la prédominance du secteur "environnement", et le caractère marginal des composantes féministe et anti-nucléaire, ce qui ne signifie pas pour autant que l'enjeu anti-nucléaire n'a joué aucun rôle "historique" dans l'émergence d'Ecolo. Par ailleurs, parmi les autres secteurs, l'on note l'importance des mouvements de droits de l'homme, ainsi que de certains mouvements urbains.

Enfin, en ce qui concerne la **nature et l'évolution** des relations Ecolo-NMS, nous nous sommes penchés sur trois modalités particulières. Premièrement, les phénomènes de "militances croisées" (dans Ecolo et dans les NMS) sont importants, mais l'on observe des trajectoires différentes selon les individus. Deuxièmement, les mécanismes de "communication sélective" entre les élites d'Ecolo et des NMS sont eux aussi relativement importants, mais ils sont très variables selon les cas particuliers et selon le niveau de pouvoir, et ils soulèvent en outre des difficultés. Enfin, les "liens structurels" Ecolo-NMS sont apparemment plus développés qu'on ne le considère généralement, plus particulièrement dans le secteur "environnement", mais ces liens restent très largement dissimulés. Nous avons aussi noté que ces trois types de relations ont évolué à mesure du développement organisationnel -et de l'institutionnalisation- d'Ecolo durant ces dernières années, et en particulier depuis 1991.

Il n'empêche que notre analyse a mis en évidence des ambiguïtés, et que plusieurs questions restent sans réponse.

Le premier aspect concerne le pluralisme politique (réel ou supposé) des NMS et la situation d'Ecolo par rapport à celle des partis "traditionnels" à cet égard: Ecolo est-il un parti "privilegié" ou un parti "comme un autre" dans sa relation avec les NMS? Nous ne disposons pas de données qui permettraient de trancher. En tout état de cause, Ecolo ne dispose aucunement d'un "monopole" politique sur les NMS, ne serait-ce que parce que ce parti reste très petit en termes de nombre de membres, mais aussi parce qu'il ne participe que rarement à l'exercice du pouvoir exécutif. De plus, certaines organisations de NMS entretiennent assuré-

ment des relations privilégiées avec d'autres sphères politiques, en particulier des organisations (partis politiques y compris) des "piliers" socialiste et chrétien, par proximité réelle et/ou par nécessité fonctionnelle (Rihoux et Molitor, 1995, 1996).

La deuxième question concerne le travail des élus Ecolo dans les assemblées politiques (de la commune à l'Europe): peut-on y trouver des indications sur l'évolution et la nature des relations Ecolo-NMS? En particulier: les demandes des NMS "relayées" par Ecolo dans ces assemblées constituent-elles une part importante des initiatives d'Ecolo? Nous ne disposons pas de données suffisantes pour répondre à cette question, mais des premiers comptages sur l'activité parlementaire (Chambre et Sénat) des élus Ecolo de 1981 à 1985 tendent à démontrer que les demandes des NMS ne constituent pas (du moins à cet échelon de pouvoir) une part majoritaire des initiatives d'Ecolo.

Enfin, d'autres questions restent pendantes. Par exemple: peut-on dire, plus généralement, que les NMS présentent une spécificité "urbaine"? En est-il de même pour Ecolo? Si l'on répond positivement à ces deux questions, quelles implications cela a-t-il pour les relations Ecolo-NMS? Par ailleurs, peut-on confirmer la thèse de Kitschelt, selon laquelle les partis écologistes (et Ecolo en particulier) sont en tension permanente entre une logique de "constituency representation" (en particulier le relais des demandes des NMS) et une logique de "electoral competition" (la recherche d'une "performance" sur le marché électoral) (Kitschelt, 1989)?

Il nous faut donc conclure que la relation Ecolo-NMS reste ambiguë à plusieurs égards. Il s'agit d'une relation de proximité/distance, quelque part à mi-chemin entre l'intégration structurelle du type "pilier" et l'autonomie.... ce n'est donc ni l'intégration, ni l'autonomie! De plus, il faut tenir compte de la grande diversité des NMS: chaque organisation des NMS est plus ou moins proche ou distante d'Ecolo sur ce continuum proximité/distance. C'est aussi, par définition, une relation évolutive et fluctuante. Cette relation oscille-t-elle "entre loyauté et sélectivité", comme le suggère S. Walgrave dans le cas d'Agalev et des NMS flamands (Walgrave, 1995)? Sans doute. En fin de compte, Ecolo et les NMS sont sans doute plus des "frères de sang" que des "cousins éloignés". Mais leur relation fraternelle n'est en aucun cas fusionnelle.

Annexe: sigles

A.P.R.I.: Association pour la Protection contre les Rayonnements Ionisants

CNAPD: Comité National d'Action pour la Paix et le Développement

CNCD: Centre National de Coopération au développement

G.P.T.C.: Groupement Politique des Travailleurs Chrétiens

IEB: Inter-Environnement Bruxelles

IEW: Inter-Environnement Wallonie

M.C.P.: Mouvement Chrétien pour la Paix

MIR/IRG: Internationale des Résistants à la Guerre

M.O.C.: Mouvement Ouvrier Chrétien

MSF: Médecins Sans Frontières

WWF: World Wildlife Fund

Sources (liste sélective; cfr. ces sources pour une bibliographie plus complète)

S. HELLEMANS (1993), Nieuwe sociale bewegingen in de Belgische Politiek. Een impressie, *Res Publica*, XXXV(2), pp. 197-211.

H. KITSCHOLT (1989), *The Logics of Party Formation. Ecological Politics in Belgium and West Germany*, Cornell University Press, Ithaca & London.

H. KITSCHOLT, S. HELLEMANS (1990), *Beyond the European Left. Ideology and Political Action in the Belgian Ecology Parties*, Duke University Press, Durham & London.

P. MAHOUX, J. MODEN (1984), Le Mouvement Ecolo, *Courrier Hebdomadaire du CRISP*, 1045-1046.

B. RIHOUX (1991), *Emergence et institutionnalisation des partis écologistes. Etude de politique comparée: Die Grünen (RFA), Les Verts (France), Ecolo et Agalev (Belgique)*, UCL, Louvain-La-Neuve (mémoire de licence, non publié).

B. RIHOUX (1993), Emergence et développement des deux partis écologistes belges: Ecolo et Agalev, *ICPS Working Papers*, Barcelona, n°77.

B. RIHOUX et M. MOLITOR (1995), Nieuwe sociale bewegingen in Franstalig België, eenheid in verscheidenheid?, in S. HELLEMANS & M. HOOGHE (eds) *Van "Met '68" tot "Hand in Hand". Nieuwe sociale bewegingen in België - 1965-1995*, Leuven & Appeldoorn, Garant, 1995.

B. RIHOUX et M. MOLITOR (1996), Les nouveaux mouvements sociaux en Belgique francophone: l'unité dans la diversité?, *Recherches Sociologiques* (à paraître).

S. WALGRAVE (1994), *Nieuwe sociale bewegingen in Vlaanderen. Een sociologische verkenning van de milieubeweging, de derde wereldbeweging en de vredesbeweging*, SOI/KULeuven, Leuven.

S. WALGRAVE (1995), *Tussen loyaliteit en selectiviteit. Over de ambivalente verhouding tussen nieuwe sociale bewegingen en groene partij in Vlaanderen*, Leuven & Appeldoorn, Garant.

Summary: Ecolo and the "new social movements" in French-speaking Belgium: bloodbrothers or distant relatives?

This article deals with the nature and the evolution of the relationships between the Belgian French-speaking Green party Ecolo and the new social movements in Wallonia and Brussels, from the larger identified sectors of these movements (environment, third-world, peace, anti-nuclear, women) to various other movements. To start with, the status of these movements in the emergence of the Green party is scrutinised. Then, on the basis of a survey conducted amongst members of the party elite (elected representatives and cadres), different modalities of the party/movements links are analysed: joint activism, selective communication channels between the elites, structural links. The bottom line is that, altogether, the links are tighter than one might expect, but that the Green party-new social movements linkage remains ambiguous in many respects.